

Tours le 26 Novembre 2009



MISE EN PLACE SIP CHINON

DECLARATION LIMINAIRE

CAPL N° 2 et 3 du 26 novembre 2009

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives et des restructurations des aménagements inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes.

Ils souffrent de la perte de sens de leur travail, d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs et qui à ce titre prend dans de plus en plus d'endroits des tournures infantilisantes et/ou coercitives.

Face à cela et à l'absence d'écoute de leurs difficultés, c'est légitimement la colère qui s'exprime.

Ce tableau dressé à grands traits se retrouve dans la plupart des secteurs de la fonction publique où sévit la sinistre RGPP qui n'a d'autre finalité que de sacrifier les missions de service public et des outils de solidarité sociale sur l'autel de la réduction des coûts et de l'emploi.

Le gouvernement s'apprête une nouvelle fois à traduire ce dogme dans le budget 2010 sous la forme de 30 000 suppressions de postes dans la fonction publique et de 2569 à la DGFIP.

Quant à la Direction générale qui s'affirme aujourd'hui être à l'écoute des difficultés des agents, particulièrement en matière de conditions de vie au travail, il va falloir qu'elle dise enfin quels moyens elle compte se donner pour les améliorer dans un tel contexte.

Les élus en CAP Locales ont aujourd'hui à se prononcer sur l'affectation d'agents vers le SIP de Chinon,

Il s'agit d'un mouvement imposé aux agents vers une structure qui leur est également imposée.

La mise en place de l'interlocuteur unique des particuliers ne correspond ni à un souhait ni à une revendication des agents, d'autant moins qu'elle s'accompagne de suppressions d'emplois toujours plus nombreuses.

Ces suppressions d'emplois ne font qu'aggraver des conditions de travail déjà déplorables.

A chaque discussion sur l'implantation des SIP, nos représentants se sont exprimés: ils ont voté contre le projet de l'administration.

C'est pour toutes ces raisons que les représentants des deux syndicats CGT à la DGFIP dans notre département ont décidé de ne pas siéger ce jour.